

Ce mardi 21 septembre, au matin, à l'appel de l'intersyndicale Solidaires, FO et CGT des Finances publiques, une mobilisation s'est déroulée devant la trésorerie qui pourrait fermer ses portes dès le 1<sup>er</sup> janvier 2022, tout comme celle de Durban-Corbières. Élus, usagers et agents sont dans l'incompréhension et surtout se retrouvent mis devant le fait accompli. Explications.

Vendredi dernier, le directeur est venu à Leucate pour annoncer aux six agents leucatois qu'ils devront aller travailler à Narbonne à partir de janvier », nous confiait Frédéric Faure, de l'intersyndicale Solidaires FO et CGT des Finances publiques, juste avant le début de la mobilisation en présence de quelques usagers et des agents leucatois.

## « Les collectivités bénéficient aujourd'hui d'analyses financières gratuites. Demain, elles devront s'adresser à un cabinet d'audit »

Gérard Lucien et Bernard Devic, les maires de Treilles et de Cavès, l'adjoint au maire de Leucate, Richard Farines, ainsi que Marlène Bègue, conseillère municipale à Port-La-Nouvelle, participaient

au rassemblement pour témoigner leur opposition à cette fermeture programmée. Frédéric Faure, président : « Le nouveau réseau de proximité présenté par le directeur départemental des Finances publiques consiste en une suppression pure et simple de l'ensemble de nos missions dans le département ». Il rappelait que cette année, « Les trésoreries de Bram, Cuxac-Cabardès et Peyriac-Minervois ont été fermées malgré l'opposition unanime de la population. Aujourd'hui, vient le tour des trésoreries de Leucate et de Durban-Corbières et la transformation en antenne de celle de Lézignan-Corbières. Or,



De gauche à droite : Marlène Bègue élue à Port-La-Nouvelle, Richard Farines, maire adjoint à Leucate, Bernard Devic, maire de Cavès et Gérard Lucien, maire de Treilles.

Le comité technique n'aura lieu que le 6 octobre. Mais nous savons avec certitude que le restructuration de ces structures est prévu pour 2022 avec la création du service de gestion comptable à Narbonne ».

Si la trésorerie de Leucate venait à fermer, les conséquences seront



Si le centre ferme, les particuliers et aussi les élus devront se rendre à Narbonne pour leurs démarches.

immédiates tant pour les particuliers que pour les collectivités avec une obligation de se rendre à Narbonne pour y effectuer des démarches ou de passer par la dématérialisation. Quid alors du contact humain ? Frédéric Faure l'annonçait : « Les rendez-vous physiques seront exceptionnels. Tout se fera par mail ou par téléphone. On a l'exemple à Carcassonne où, faute de moyens humains, il n'est plus répondu aux mails ; un appel téléphonique sur 10 aboutit seulement, et les délais de paiement aux entreprises ont augmenté. Quant à internet, selon un rapport du Sénat de septembre 2020, 14 millions de Français ont des difficultés. C'est un mensonge de prétendre qu'internet palliera l'impossibilité de rencontre physique ».

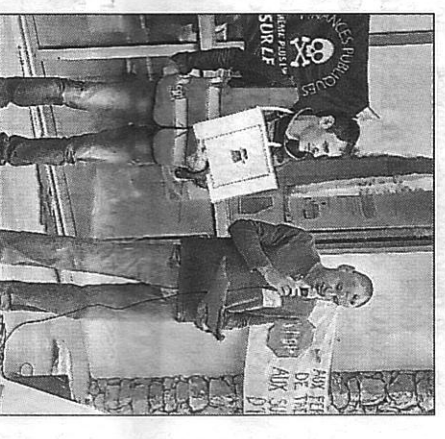
Du côté des collectivités, le risque de fermeture a du mal à passer. Elle inquiète surtout. Car, comme nous le confiait Frédéric Faure, « les

collectivités bénéficient aujourd'hui d'analyses financières gratuites. Mais demain, elles devront s'adresser à un cabinet d'audit. Les collectivités n'auront plus d'agents, ni de comptable dédiée pour leur délivrer des conseils de façon neutre et gratuite ». Les trésoreries de proximité seront, selon l'intersyndicale, « remplacées par des centres industriels de traitement de la comptabilité locale, des services de gestion comptable ».

Plus de comptable dédié  
« Avant, je venais à la trésorerie pour parler budget. Et on va devoir aussi assumer auprès des personnes âgées. Une nouvelle fois, on va se substituer au rôle de l'État qui se désengage », souligne Gérard Lucien. Pour Bernard Devic, qui dénonce une « digitalisation de la société, il est important de maintenir le maillage de la société. Les agents mé-

ritent d'être soutenus. Grâce à l'effort, le contact, on fait vivre notre territoire et nos petites communes en ont besoin ». Du côté de la municipalité de Leucate, Richard Farines ne pouvait que « déplorer d'être mis devant le fait accompli. Nous sommes excentrés des services par rapport à Narbonne et à Carcassonne et nous avons besoin de contact physique avec ces services ». L'élu précisait : « 65 % de la population leucatoise a plus de 60 ans » et n'est donc pas forcément à l'aise avec les nouvelles technologies. Richard Farines rappelait : « Je me souviens de l'inauguration de ces bâtiments, il y a une douzaine d'années, qui ont été financés par la Ville. L'avenir des agents nous inquiète. La Ville de Leucate fera tout pour maintenir ce service ». Tous craignent de voir ce service public se dégrader. L'intersyndicale craint, elle, la mise en place d'un service des finances publiques « low cost ». Elle appelle à une mobilisation similaire, mardi 28 septembre, devant la trésorerie de Durban-Corbières.

Stéphanie Perez



Fabrice Concuron et Frédéric Faure de l'intersyndicale Solidaires, FO, CGT Finances publiques.